

Innover d'abord, normer après

par **Albert MERLIN**

Comment rebondir après la crise économique et financière ? Le débat public en France tourne une fois de plus autour du retour de l'Etat et des régulations autoritaires. Rien de tel pour couper l'envie de créer et d'entreprendre, regrette Albert Merlin, vice-président de l'institut Presaje.

L'après-crise à peine amorcé, une fois de plus nous voilà partis pour tout faire à l'envers. Quand on sort d'un tel tsunami, quelle devrait-être la préoccupation première ? Avant tout, le décryptage des ressorts de la croissance, la nouvelle configuration des marchés, l'émergence de nouvelles formes de concurrence, les produits en gestation et leur commercialisation. Cela porte un nom, ou plutôt deux : innovation, imagination.

Ce n'est pas exactement ce que l'on voit ou ce que l'on entend. Le discours dominant porte sur la recherche de nouvelles normes, sur la nécessité de régulations plus étroites, et plus généralement du fameux « retour de l'Etat », censé remédier aux regrettables défaillances du marché. Est-ce là, vraiment, ce qu'il faut mettre en tête de notre feuille de route ?

Encore l'Etat ?

D'où vient ce « retour en amour » de l'Etat, alors qu'on pouvait penser que les Français avaient donné l'impression de s'être enfin convertis à l'économie de marché ? Tout vient, évidemment, du réquisitoire selon lequel la crise aurait amplement démontré l'inefficacité du système libéral : alors qu'à l'inverse, une bonne partie de ladite crise apparaît maintenant comme le résultat des défaillances (voire de l'inconscience) des régulateurs publics !

Mais il y a plus. Aux yeux des « Etatolâtres », il nous faut un Etat plus ambitieux qu'antérieurement : l'Etat devrait faire plus. D'abord à cause de la montée inéluctable des besoins sociaux, qu'il s'agisse de panser les blessures consécutives à la crise, ou plus simplement des données démographiques. Et d'énumérer les besoins de santé, la « facture » des retraites, les réformes universitaires, les dépenses de solidarité liées à la dépendance... Gare ! Depuis quand est-il écrit dans les astres que tous ces besoins doivent être dans tous les cas couverts par l'Etat-providence ? Pourquoi une bonne part de ces dépenses ne pourraient-elles pas repasser au secteur privé ou associatif ?

Faut-il évoquer, de surcroît, le retour en grâce du vieux concept de « politique industrielle », dont les échecs et les gaspillages, pas si lointains, devraient tout de même nous inciter à la prudence ?

Invincible virus

On nous dira : vous oubliez les entreprises, qui, elles, sont par nature innovatrices. C'est exact. Sauf que lorsqu'on vit dans un pays où les politiques et les médias parlent principalement de normes et de régulations, où l'« institutionnel » paraît l'emporter sur le souci de créativité, cela ne peut pas être sans effet sur la psychologie des décideurs. L'innovation n'est certes pas absente du discours patronal, mais y a-t-elle toute sa place ? Fréquemment interpellées sur leur rôle dans la société, les entreprises passent beaucoup de temps à s'expliquer, à se justifier : sur les problèmes sociaux, environnementaux, voire politiques. Ce qui est autant de temps en moins pour l'accomplissement de leur fonction première : créer, inventer, innover, imaginer.

Pour couronner le tout, on se méprend souvent sur les ingrédients de l'innovation. Le facteur décisif en la matière, contrairement à une idée répandue, n'est pas l'argent, mais le capital humain et sa formation. Deuxième erreur (et ceci explique cela) : la conviction qu'il faut gagner la course aux aides publiques. Toujours le même virus ! Or, nous explique Jean-Claude Pager dans la revue Sociétal, « nous inventons tous les ans de nouvelles procédures...Et pendant que nous perdons du temps à choisir de quel ministère vont relever les aides, les Américains, les Allemands et les Japonais... boostent leur recherche et brevettent à tour de bras. »

Tout ceci fait que nous sommes loin du discours mobilisateur que devrait susciter la préparation de

l'après-crise : un discours où soufflerait vraiment l'esprit de conquête, où l'on nous parlerait d'autre chose que de normes. Celles-ci sont certes indispensables, mais où a-t-on vu qu'elles pouvaient être créatrices de richesses ? Existe-t-il un régiment qui ait gagné une bataille grâce à l'excellence de son règlement intérieur ? Visiblement, on sous-estime l'ampleur des chamboulements qui vont affecter les usines, les labos, les métiers, et l'effort d'anticipation à accomplir.

Comment accélérer la prise de conscience qui s'impose ? En remettant tout simplement les choses à l'endroit : le développement d'abord, la norme ensuite.

[<< Retour au sommaire](#)

 [Télécharger le PDF de l'article](#)

PRES@JE.COM

Une publication de l'association PRES@JE

(Prospective, Recherche et Etudes Sociétales Appliquées à la Justice et à l'Economie)

Siège social : 2 avenue Hoche 75008 Paris - Courrier : 30 rue Claude Lorrain 75016 Paris

Tél. 01 46 51 12 21 - E-mail : contact@presaje.com - www.presaje.com

Directeur de la publication : Michel Rouger